

CHANT DU
DÉSHONNEUR

JE N'OUBLIERAI JAMAIS L'ECARTÈLEMENT ALGÉRIEN,
AUX QUATRE VENTS DE L'AGONIE.



NI LES ENFANTS
DANS LES RUINES,
CHERCHANT
QUI PLEURER.



NI LES HOMMES, FUSILLÉS À L'AUBE,
EGORGÉS LA NUIT ENTRE LES MURS DE LA HONTE.



NI LES FEMMES VIOLENTÉES.

NI LE HIDEUX SOURIRE DU SUBORNEUR,



MON CAMARADE

JE N'OUBLIERAI JAMAIS
LES INCENDIES DANS LA MONTAGNE,



LES AGNEAUX ÉVENTRÉS,
AU HASARD DE LA CRUAUTÉ.
NI LES PISTES DE HAÏNE,
LES CORTÈGES DE DOULEUR.

NI LE REGARD FAUX DES CHEFS,
ORDONNATEURS DE MASSACRES.



NI LEUR RIRE

DEVANT LA TORTURE,
LA BASTONNADE,
LA MUTILATION.

DÉPASSANT L'ARBITRAIRE ET L'ABSURDE,
JE N'OUBLIERAI JAMAIS
CE QUE FUT NOTRE GUERRE,
LA GUERRE DE NOS VINGT ANS.

FAIRE LA GUERRE, C'EST ÊTRE MOINS QU'UN HOMME
ET BIEN PLUS QU'UN SALAUD.

RETOUR SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

Deuxième partie (sur trois) de la retranscription d'un entretien radiophonique avec Jean-Marie JOLIVET, appelé pendant la guerre d'Algérie. Les trois émissions sont écoutables sur le site <http://sonsenlutt.es.net>, le premier épisode lisible dans le PLUS QUE DES MOTS #8.

Tout commence en 1958, quand Jean-Marie Jolivet, proche des réseaux Jeanson, en participant à une manifestation contre l'investiture du Général de Gaulle par la chambre des députés, est arrêté et envoyé pour quatre mois à Berlin. S'ensuivra un départ pour l'Algérie pour dix-huit mois, qui se transformera en trois années.

JULES : Un petit mot sur ce poème que tu nous fais lire en préambule (et illustré dans les pages précédentes - ndlr) ?

JEAN-MARIE : Ce sera très court. Je ne l'ai pas lu moi-même parce que je suis trop ému. Il dit exactement ce que je ressens aujourd'hui, presque cinquante ans après.

*Le livre *Les Égorgeurs* était sorti après la guerre d'Algérie, mais il avait été interdit. Même si c'était le reflet exact de la réalité que Benoist Rey avait vécu, le livre a soulevé beaucoup de problèmes car à l'époque encore on ne pouvait absolument pas parler de la torture. Tout un comité de soutien à l'auteur a été mis en place (avec entre autres Jean-Paul Sartre), et une manifestation a eu lieu à Paris.*

MÉLO : La dernière fois, on avait évoqué la guerre d'Algérie, celle qui a marqué ta jeunesse, et puis cette fois-ci on se disait qu'on

avait de nouveau envie de reparler de ça et en particulier de la vie quotidienne de ta compagnie, un commando de chasse.

JEAN-MARIE : Je me suis retrouvé au 8^e régiment d'infanterie de marine – c'était le terme pudique, avant on appelait ça simplement la coloniale. Dans ce régiment, il y avait une compagnie spécialisée qui s'appelait Commando de chasse. Normalement, dans les commandos de chasse, tous les militaires sont volontaires. Mais comme il n'y avait pas assez de volontaires, on en désignait d'office. Soit des fortes têtes, soit des gens comme moi qui étaient dans cette armée pour des raisons politiques.

C'était « l'élite » de l'armée française, avec les parachutistes et la légion étrangère. Je peux vous lire un texte très édifiant adressé le 11 novembre 1959 par le Général l'armée aérienne Challe, commandant en chef :

« À CEUX DES COMMANDOS DE CHASSE.

On a comparé les commandos de chasse à des « têtes chercheuses ». Je n'aime pas cette comparaison technique car, justement, vous n'êtes pas des machines, vous êtes des hommes au sens plein et noble du terme. C'est là que résident votre efficacité et votre force. Si vous avez du souffle, du muscle, un œil perçant, une riposte prompte et foudroyante, vous êtes aussi un élément de contact humain avec les populations de cette province. Vous rassurez ces hommes et ces femmes terrorisés par les bandes rebelles, et vous ramenez l'espoir dans leur cœur. Vous créez dans les djebels les plus reculés, pour le Fellagha, un sentiment d'insécurité, pour la population, un élément de confiance.

Jeunes soldats de métropoles et jeunes musulmans au coude à coude dans les commandos de chasse, et dans un même élan, vous faites partie de notre chance, de la vraie chance de notre Patrie. Vous êtes des jeunes hommes purs et droits. Je suis content de ce que vous avez déjà fait, je vous demande de nouveaux efforts, je vous en demanderai encore. Je sais que vous avez la foi tranquille de ceux qui se battent pour un idéal juste et grand, et que nous parviendrons tous ensemble à la Victoire. »

*Général Challe, commandant en chef
de l'armée aérienne, 11 novembre 1959*

JULES : À part la langue de bois de Challe dans cette histoire, il dit quelque chose qui me dérange à chaque fois que j'entends ce texte, il parle des « jeunes français et musulmans au coude à coude ». Il y avait des harkis dans les commandos de chasse ?

JEAN-MARIE : Justement, ils n'étaient pas des harkis, ils étaient volontaires. Ils étaient français – puisqu'à l'époque tout le monde était soit-disant français – et avaient choisi de servir dans l'armée française. Ils avaient entendu parler du prestige de la légion étrangère, du prestige des parachutistes et du prestige des commandos de chasse. Ils étaient bien sûr aussi utilisés parce qu'ils parlaient arabe et qu'ils connaissaient souvent très bien le terrain. Ils étaient alors très utiles.

JULES : Donc pas de compagnie spécifiquement musulmane.

JEAN-MARIE : Non, là où j'étais il n'y en avait pas. Il y a eu des compagnies de ce type mais dans la mienne il n'y avait que deux musulmans.

Mathieu : Tu dis que le texte est édifiant. De ce que je connais de la guerre d'Algérie à travers les archives, il est en fait assez classique et ressemble beaucoup à tout ce qui s'écrivait. Ce qui est caractéristique, c'est que c'est un texte en direction des militaires, donc pensé comme de l'action psychologique (soutenir le moral des troupes). Mais il y a quand même deux choses dedans. Le gros du texte est axé sur l'action psychologique, la pacification, la création d'une Algérie nouvelle, et porter un espoir de liberté – toutes ces conneries... De l'autre côté, on dit quand même que les commandos de chasse sont les unités d'élite. À travers ces mots-là on sous-entend que ce sont les unités qui vont au contact, qui sont chargées de la terreur. Dans la contre-insurrection, on a ces deux pôles-là en permanence : la terreur d'un côté, et l'action psychologique. Je ne sais pas si tu l'as lu avec des camarades à l'époque, mais les militaires sur le terrain, ils y croient une seconde à cette histoire du rôle pacificateur, de création d'une Algérie nouvelle ?

JEAN-MARIE : J'entends bien ta question, et je dis oui, sans aucune retenue. C'était une fierté, un honneur, et sauf les gens comme moi qui étions des politiques – donc contre la guerre d'Algérie –, l'ensemble des copains étaient tous fiers d'être au commando et ils croyaient vraiment à la mission pacificatrice de la France. Ils considéraient que les ennemis c'était ceux qu'on appellerait aujourd'hui des terroristes.

MATHIEU : On le disait à l'époque aussi.

JEAN-MARIE : Ça me rappelle fortement le rôle que joue aujourd'hui l'armée française en Afghanistan. C'est pour ça que je dis que la guerre d'Algérie n'est pas finie. Elle continue actuellement en Afghanistan.

MATHIEU : Où l'armée française forme l'armée afghane à ses techniques.

JULES : De toutes façons, les militaires français sont obligés de croire à une bonne cause, sinon tu ne peux pas mener une guerre.

MATHIEU : La plupart des militaires savent qu'ils ne construisent pas des écoles, que ce

n'est pas pour les colonisés...

JEAN-MARIE : C'est ça la question importante, mais c'est à la fois vrai et faux. C'était la grande manipulation, – d'ailleurs le gouvernement de Guy Mollet et Mitterrand ont joué un rôle énorme là-dedans. Il y avait la face sombre – une traque, une chasse sans aucune pitié, le concept de la guerre moderne face à un ennemi invisible (ça date du Vietnam et de l'Indochine) – ; mais en même temps, il fallait se donner l'impression d'être les meilleurs, et que nous, Français, nous étions capables de civiliser les gens. D'un côté on traquait, on tuait, etc. Et de l'autre on avait une action psychologique. Effectivement, il y a eu des écoles de construites, il y a eu des dispensaires mis en place, mais c'était une goutte d'eau pour cacher le reste.

MÉLO : Et dans son texte, Challe parle d'actions contre les fellagha et d'action auprès de la population. Comment est-ce que toi, en tant que bidasse lambda, tu vivais cette action de rassurer les populations ?

JEAN-MARIE : Alors, moi en tant que bidasse, j'avais deux positions et c'était un peu schyzophrénique. Puisqu'avant j'avais aidé les réseaux du FLN j'étais du côté des insurgés. Mais je dois reconnaître que dans le feu des opérations, dans l'ignorance totale de comment la guerre évoluait – qui n'était pas une guerre d'ailleurs, mais une opération de pacification –, par rapport aux massacres auxquels j'ai assistés et participé, par rapport à la cruauté de l'ennemi (le FLN), il m'est arrivé de me dire par moments qu'après tout on avait peut-être pas tort. Et c'était terrifiant. J'étais vraiment pris dans une étreinte terrible parce que je subissais l'influence de mes copains, du capitaine qui nous commandait, des informations qu'on avait par le journal Le Bled. Il était distribué gratuitement à tous les soldats en Algérie. C'était un journal de propagande absolument terrifiant. Mais je n'avais que ça comme source d'information. Il y a des moments où je doutais même d'avoir eu raison de m'être rangé du côté du FLN avant de partir en Algérie.

JULES : Ça veut dire que dans ta vie quotidienne en Algérie, dans ton commando de marsouins, vous aviez des SAS (Section Administrative Spécialisée : des militaires chargés de « pacifier » avec des dispensaires, des écoles, etc.) qui vous doublaient ?

JEAN-MARIE : On avait même au sein de notre commando un militaire qui était revêtu symboliquement d'une double casquette, infirmier et instituteur.

JULES : C'est-à-dire qu'un jour il portait une blouse blanche et le lendemain une blouse grise ?

JEAN-MARIE : Et le troisième jour un couteau et un pistolet mitrailleur.

MÉLO : Mais vous, quel contact aviez-vous réellement avec la population sur place ?

JEAN-MARIE : Dans le Ouarsenis, et surtout dans le sud, du côté de la frontière marocaine, entre Aïn Sefra et Colomb-Béchar, on surveillait la zone. Il y avait encore des petits villages qui l'étaient étroitement par l'armée française, et dans ceux-là on a fait des opérations de « séduction », c'est-à-dire qu'on a distribué des vivres, on a fait un peu d'école, on a distribué quelques cahiers, gommes et

crayons aux gamins, et soigné quelques personnes qui avaient des problèmes de santé. Mais c'était ponctuel, et c'était pour montrer qu'on était les plus forts.

JULES : Ça veut dire que vous n'aviez aucun suivi.

JEAN-MARIE : Non, absolument aucun.

JULES : Vous ne connaissiez personne intimement, vous ne connaissiez pas les noms des gens à qui vous vous adressiez, vous ne faisiez que passer en touriste à distribuer la camelote...

JEAN-MARIE : Et repartir. Le but non avoué c'était d'avoir des renseignements par les enfants ou par les femmes, ce qui ne demandait pas forcément de relation suivie. Il y a des enfants qui, malheureusement, pour quelques friandises, pouvaient dire que la nuit d'avant deux ou trois hommes étaient passés chercher du ravitaillement. Malheureusement.

MÉLO : Et ça ne passait jamais par la peur ?

JEAN-MARIE : Si. Mais c'était autre chose. Ça passait souvent par la peur. Ce que je viens de dire, c'est la partie pacifiste. En réalité, quand on investissait un *douar* (campement), on rassemblait en son centre la population qui restait, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards. Souvent on les faisait se déshabiller complètement, femmes, enfants et vieillards ; pendant ce temps-là une partie des militaires faisait toutes les petites maisons, les petites casbah, et fouillait pour voir s'il n'y avait pas d'armes, de gens cachés. Et c'était très violent. Une ou deux fois, ça a été bien pire, puisque des femmes ont été violées avec le consentement du capitaine.

(silence)

MÉLO : Tout à l'heure, avant qu'on prenne l'antenne, tu évoquais aussi que dans certaines zones où tu as opéré, il y avait peu de villages, et qu'une partie de vos opérations consistait à les ratisser.

JEAN-MARIE : Dans certaines zones, il ne fallait plus qu'il y ait un seul signe de vie. Ni de troupeaux d'animaux, ni d'habitants, et ces gens-là étaient ramassés, virés du village, et rassemblés dans des camps de regroupement – il y en a eu beaucoup, je ne sais plus le chiffre exact – avec des conditions de vie absolument atroces.

JULES : C'est-à-dire que tout le ravitaillement dépendait de l'armée ?

JEAN-MARIE : Absolument, ils n'avaient plus aucune autonomie. Et même souvent les troupeaux de bêtes, qui étaient leur seule ressource, étaient dispersés voire abattus. C'était atroce parce que ces gens-là étaient vraiment parqués, comme des bêtes, dans des espaces étroitement surveillés par l'armée.

JULES : Qu'est-ce qui faisait qu'une zone devenait zone interdite ?

JEAN-MARIE : Quand l'armée estimait qu'un territoire était trop propice à abriter les fellagha et qu'il faisait partie d'une zone opérationnelle que le haut commandement avait décidé.

MATHIEU : C'est la partie de la contre-insurrection où l'armée française amène cette

innovation, qui est de vider l'eau pour attraper le poisson.

JEAN-MARIE : Absolument. Des villages ont été crâmes pour de bon (détruits et plus du tout habitables) et des sources contaminées. Même une fois ça nous a joué un sale tour. On n'avait plus d'eau, les hélicoptères qu'on avait réclamés comme appui pour nous amener de l'eau et de la nourriture n'avaient pas pu venir car ils étaient opérationnels sur une autre zone. C'était assez cocasse. Ça faisait déjà trois jours qu'on crapahutait dans le djebel, qu'on parcourait les montagnes, et on était épuisé. En fait, un coup de chance, le radio a eu un message : « Surtout ne buvez pas l'eau, elle a été empoisonnée. » Mais si le radio n'avait pas pris le message – je le dis avec un sourire ironique – on aurait bu l'eau, on se serait précipité. On était pris à notre propre piège.

JULES : Tu t'es retrouvé à servir dans une zone proche de la frontière marocaine...

JEAN-MARIE : En deuxième partie de mon service. La première c'était le Ouarsenis. Le Ouarsenis, c'est au sud d'Oran, une zone montagneuse très escarpée qui ressemble beaucoup à l'Ariège où j'habite. Quand je me balade en Ariège, il m'arrive de penser au Ouarsenis. C'était une zone de grands combats, il y a eu des opérations d'envergure. On y a participé, et au bout de quelques temps l'armée française a réussi à prendre le dessus. On a estimé qu'au niveau de la frontière marocaine il y avait de plus en plus de passages de gens du FLN, donc il fallait renforcer la surveillance. Nous avons été envoyés en tant que commando le long de cette frontière.

MATHIEU : De l'autre côté de la frontière, le nouveau pouvoir, le Makhzen au Maroc assure la sécurisation de la frontière pour le compte de la France ? Comment ça se passe ?

JEAN-MARIE : Justement, il y a encore polémique autour. On aimerait voir les archives marocaines de l'époque. En fait, la population et l'armée soutenaient le FLN, mais pas officiellement. C'était là aussi une position ambiguë. C'était devenu une base arrière, à la fois pour reprendre des forces, pour se restructurer, avoir du ravitaillement, des armes, et pour s'entraîner.

MATHIEU : La nouvelle armée marocaine se met en place et est formée par l'armée française. Elle commence aussi la contre-guerilla, les massacres des populations berbères en lutte.

JEAN-MARIE : Oui, c'était très ambiguë. Mais la période où j'y étais, les quelques échos qu'on avait, c'est qu'effectivement il y avait un nombre extrêmement important de gens du FLN qui passaient.

MÉLO : Mais j'imagine que cette information était aussi liée à la propagande.

JEAN-MARIE : Non, je pense que c'était la réalité, car on était une petite compagnie de trente, et j'ai passé un an et demi le long de la frontière marocaine, le reste du temps c'était dans le Ouarsenis. En un an et demi, j'ai participé à cinquante accrochages à la frontière.

JULES : Ce qui est énorme.

JEAN-MARIE : On était peu nombreux et on ne

couvrait qu'une petite partie de la frontière. Il passait beaucoup de monde, ce qui se comprend. Ils avaient besoin de se restructurer, ils avaient besoin d'armes, de ravitaillement et de formation. Ils avaient des centres de formation, des camps.

JULES : L'ALN avait de véritables camps militaires au Maroc. Comme en Tunisie. Et des ateliers d'armement.

JEAN-MARIE : Et en même temps, du Maroc les responsables pouvaient contacter le reste du monde. C'est grâce à ceux qui étaient à l'extérieur que l'ONU a plusieurs fois condamné la France officiellement, car de de l'intérieur de l'Algérie c'était quasiment impossible de passer des messages.

JULES : La France est allée bombarder la Tunisie à Bizerte (été 1961) et Sakiet Sidi Youssef (8 février 1958). Mais au Maroc ?

JEAN-MARIE : Non.

MÉLO : À aucun moment n'ont été évoquées des incursions dans le territoire marocain par l'armée française ?

JEAN-MARIE : Non. Ça n'a jamais été évoqué, et on n'a jamais pénétré sur le territoire marocain. Mais je sais qu'il y a eu entre autres des commandos parachutistes qui ont été plusieurs fois parachutés de nuit de l'autre côté de la frontière.

MÉLO : Par une malencontreuse erreur...

JEAN-MARIE : Certainement...

JULES : Tu peux nous décrire cette ligne frontière ? C'est un réseau électrifié ?

JEAN-MARIE : C'est un réseau entièrement électrifié. Il s'est construit en plusieurs années, mais quand j'y étais, en 59-60, il l'était entièrement. Il y avait deux lignes électriques à très haute tension ; entre les deux, un réseau de barbelés et un passage pour les convois militaires, les camions. La largeur était assez impressionnante : ça couvrait tout le long de la frontière, sans un espace qui n'était pas couvert. Il y avait des relais, c'est-à-dire des miradors, et dans certains endroits des projecteurs la nuit, repérés comme des endroits où les gens passaient. Malgré tout, il faut savoir que le FLN était très équipé, et qu'ils ont réussi en plusieurs endroits et à plusieurs reprises à couper l'électricité, à cisailer les barbelés. Ils ont aussi créé – et c'est ce qui se fait maintenant entre la Palestine et l'Israël – des passages souterrains, avec des caches. C'était devenu un enjeu considérable. C'était pour le FLN qui combattait dans ces territoires-là un point de repli extrêmement conséquent. Ils en avaient besoin.

JULES : Vous, votre groupe, vous étiez censés vous transporter à n'importe quel point de votre territoire.

JEAN-MARIE : Sur le territoire donné, c'est le capitaine qui était le maître des opérations, on faisait des rondes, des patrouilles sur une longueur de 60 kilomètres – c'était quand même déjà pas mal – et quand il y avait des alertes parce qu'ils avaient obtenu des informations comme quoi il passerait des fel-laghas à tel endroit, ce n'était plus notre territoire, on recevait l'ordre de se porter là où il y avait l'alerte.

Jules : Une compagnie c'est une trentaine de types. Il y a eu beaucoup de pertes dans la tienne ?

JEAN-MARIE : Moi je peux témoigner qu'il y a eu effectivement pas mal de pertes. Dans la compagnie où j'étais, j'ai perdu en tout sept copains, qui ont été tués.

JULES : Ça fait un tiers de l'effectif.

JEAN-MARIE : Ça s'est renouvelé, puisqu'il y en avait qui partaient et qui revenaient en fonction des libérations.

Et une vingtaine de blessés, dont moi-même. On a sauté sur une mine. Ça aussi c'était la peur. Un accrochage, on a pas peur, puisque tout de suite on pense à se défendre. Une mine, on ne sait jamais quand elle va sauter. En général le convoi était composé à l'avant d'un half track, qui était blindé et donc même s'il sautait, il y avait moins de risques. Ensuite, un ou deux camions avec les militaires et à la fin de nouveau un half track avec une mitrailleuse. Souvent, quand on savait qu'il y avait beaucoup de mines dans le terrain, on était deux ou trois à l'avant avec nos pelles pour essayer de détecter les mines, mais on n'y arrivait pas toujours... C'était pas simple. Une fois, on partait en opération, et le camion dans lequel j'étais a sauté sur une mine. Tout de suite après, il y avait quelques rebelles embusqués qui ont commencé à balancer des grenades, et à tirer. Là j'ai pris un éclat de grenade dans l'œil gauche.

MÉLO : Après ça, tu as eu le droit à des vacances offertes, c'est ça ?

Jules : Donc tu t'es retrouvé à l'hosto.

JEAN-MARIE : Oui, au Club Med ! Non, j'exagère. J'ai d'abord été hospitalisé à Oran pendant le fameux tremblement de terre. Et puis après j'ai eu droit à une semaine de convalescence aux frais de l'armée française...

JULES : Une semaine ? Trop généreux...

JEAN-MARIE : Pas plus. À Bousville, qui est la plage résidentielle d'Oran, un domaine appartenant au journal d'Oran, qui soutenait à fond l'armée et l'Algérie française.

JULES : Ce qui veut dire que tu as pu te baigner et te mêler...

JEAN-MARIE : Me baigner oui, mais me mêler absolument pas. J'étais à l'intérieur d'un espace étroitement surveillé par la police militaire. On ne pouvait pas sortir, je n'ai pas pu aller à Oran – pourtant je savais que le bordel y était super. On était cantonné. Le seul truc qu'on demandait, c'était foutre la paix aux gens.

JULES : Donc vous étiez censés vous mêler à la population musulmane des douars, mais pas à la population européenne. Pour quelles raisons ?

JEAN-MARIE : La population européenne qui fréquentait cette plage très courue, c'était des pieds noirs. En fin de compte, ils vivaient dans leur petit monde de bien-être assez éloigné des réalités de la guerre. Je pense qu'on ne voulait surtout pas qu'on les contamine, en leur racontant ce que nous on vivait en tant que commando. Et nous on avait aucune information de ce qui se passait en France, et comment évoluait la guerre d'Algérie. On entendait par le Bled, et puis par nos officiers

qu'on allait gagner la guerre, que c'était une question de semaines, que le FLN était battu, qu'il n'y avait aucun soucis à se faire. Mais on n'avait aucune autre information que ce canal-là. Donc le risque c'est qu'on ait des informations par des européens, voire par des journaux circulant partout librement (Le Monde, Combat) sauf à l'intérieur de l'armée.

JULES : Vous étiez foutus à l'écart de la population civile. Et une des images d'Épinal de la guerre d'Algérie, ce sont ces bidasses qui écoutent Salut les copains, Europe 1.

JEAN-MARIE : Ça dépend des endroits où on était. Il y avait des radios effectivement pour les gens qui étaient dans les compagnies dans les villes, nous on était opérationnels, dans le bled, on se déplaçait beaucoup, et la seule radio qu'il y avait, c'était la radio... du radio. Lui était en permanence branché avec les officiers, les responsables. De temps en temps, il se branchait sur un canal où il arrivait à piquer des informations, mais c'était très rare. On avait le courrier, quand ça fonctionnait. Normalement il était censuré et ouvert, mais certains parents et amis transmettaient quand même des informations qui venaient de France. C'était rare, et on n'en avait pratiquement pas. Là où j'étais il était parachuté tous les quinze jours. Il est arrivé pas mal de fois où ils se gourraient de compagnie. On recevait alors du courrier pour des copains qui était à 300 km de nous. Super. (rires) En même temps, on avait quand même les marraines de guerre. On recevait des paquets de journaux de France qui étaient souvent très vieux, qui avaient six mois - un an. Des revues comme Paris-Match, Elle, et Le Figaro. Je crois que c'était le seul quotidien qui nous était parachuté. Et souvent avec beaucoup de mois de retard.

JULES : On peut rappeler qu'à l'époque il n'y avait pas la télé ! (rires)

JEAN-MARIE : Il n'y avait pas la télé et les transistors commençaient à arriver – d'ailleurs ils ont joué un rôle important quand il y a eu la révolte des généraux, puisque ce sont par les transistors que les militaires se sont tenus informés. Nous, dans notre compagnie, on n'en avait pas.

MATHIEU : Il y avait tout un système pour vous empêcher d'avoir accès à une autre information que la principale, le journal Le Bled.

JEAN-MARIE : Moi j'appelle ça de la censure tout simplement. Effectivement, il y avait de l'action psychologique auprès des populations algériennes, mais surtout auprès de nous. Il fallait nous entretenir le moral, et pour ça il fallait nous dire d'abord qu'on était les plus forts, qu'on allait bientôt gagner la guerre, que ça ne faisait aucun doute, et que les autres n'étaient que des bandes de fellaghas qu'il fallait absolument pourchasser jusqu'au dernier. C'est ça qu'on avait comme information.

Et on avait des messages officiels soit du haut-commandement qui vantaient comme ce que je vous ai lu tout à l'heure l'action de l'armée française, soit des politiques aux pouvoirs – je me souviens de messages adressés au jour de l'an par entre autres Guy Moquet, François Mitterand. Mais c'était vraiment peu. Et en même temps, on était éloigné de tout, alors il y a des fois, quand j'étais dans le Ouarsenis, où on se regroupait entre compa-

gnies et on retrouvait des copains du Génie, d'autres corps d'armée, qui eux avaient plus d'informations. Ceux qui étaient dans les villes avaient aussi de l'information. À Oran ou Alger l'information circulait quand même. Mais nous on était isolé en permanence.

MÉLO : Quand de nouvelles personnes rejoignaient votre compagnie, c'était aussi l'occasion d'en savoir plus.

JEAN-MARIE : Oui, voilà. Quand des copains partaient parce qu'ils avaient la quille et qu'ils rentraient chez eux, ils étaient remplacés par des bleus (des arrivants). On était avides de renseignements de ces bleus-là. Mais souvent c'était des jeunes qui avaient fait leurs classes en France et qui avaient déjà subi un début de « prise en main » : ils étaient à fond pour l'armée et l'Algérie française.

MATHIEU : Tu as évoqué tout à l'heure le fait qu'on t'avait donné comme rôle d'aller à l'avant des convois pour déminer, avec la poëlle à frire, etc. C'était un poste particulier. Toi, dans le commando de chasse tu avais aussi un poste particulier, qui s'appelait « voltigeur de pointe ». Est-ce que tu peux nous expliquer en quoi ça consistait et pourquoi toi tu t'es retrouvé là-dedans ?

JEAN-MARIE : Pour deux raisons, en général, les voltigeurs de pointe devaient être rapides, légers, et donc on était armés de pistolets mitrailleurs – qui est l'arme la plus légère, mais d'une efficacité très relative dans ce genre d'opérations parce qu'elle n'a aucune précision, elle s'enraye beaucoup surtout en terrains sableux. Notre mission grosso modo était de nous faire repérer s'il y avait des ennemis, des gens cachés, et qu'ils nous attaquent nous, qu'ils nous tirent dessus pour que le reste du commando puisse se déployer et contre-attaquer. On était deux.

JULES : Vous étiez des chèvres.

JEAN-MARIE : Oui, c'est ça. On était deux en avant de la troupe pour les localiser, et on marchait à deux ou trois cents mètres en avant. Une fois, ça a été terrible, on s'est fait tirer dessus, on n'a pas pu se replier vers les copains, et les copains n'ont pas pu nous rejoindre. On a essayé de se protéger en allant s'abriter derrière un rocher, et un copain qui était comme moi voltigeur, comme moi politique, un instituteur communiste, s'est pris une balle dans l'artère phémorale, à deux mètres de moi. Il perdait tout son sang, il était très lucide, il m'appelait, il criait au secours. Et en quelques minutes... C'était terrifiant. Notre rôle c'était effectivement qu'on attire les autres à tirer.

MATHIEU : C'était clairement lié au fait que vous étiez dans ce commando de chasse et que vous étiez des politiques ?

JEAN-MARIE : En ce qui me concerne et le copain qui a été abattu, c'est clair qu'on a été choisis parce qu'on était petits, mais aussi parce qu'on était des politiques. Et ça c'était un statut qui m'a suivi pendant toute la guerre d'Algérie. Parce que dans la coloniale, ce sont des têtes brûlées, des volontaires, même les appelés étaient des durs à cuire. Par contre, il y avait quelques gens qui étaient là marqués d'un fer rouge comme politiques.

JULES : Mais ça c'était un problème avec les officiers. Est-ce que c'était aussi un problème

avec le reste de la troupe ?

JEAN-MARIE : Honnêtement, c'était un problème avec le commandement, au début avec la troupe mais très vite la camaraderie est plus forte que ça, et en fait on devenait copains comme les autres. C'était souvent des jeunes plutôt illettrés, qui venaient de Corse ou d'ailleurs, et beaucoup ne savaient ni lire ni écrire. Comme moi j'étais un peu « intellectuel », je leur servais d'écrivain public. Je n'ai jamais écrit autant de lettres d'amour que pendant ces trois ans.

JULES : On a parlé de ta semaine de repos forcé à Oran, mais tu n'as pas eu une perm pendant trois ans.

JEAN-MARIE : Pendant tout mon service militaire.

JULES : Tu es un cas à part ?

JEAN-MARIE : Non, des gens ont eu des permissions pendant qu'ils ont servi en Algérie, ils ont pu rentrer en France. Moi non, pour plusieurs raisons. Les militaires qui étaient en ville, c'était assez facile de les rapatrier pendant quinze jours trois semaines en France. Nous, on était opérationnels donc on était rarement au même endroit. On n'allait pas envoyer un hélicoptère pour la deuxième classe que j'étais afin de me ramener à Oran et prendre le bateau pour partir en perm.

JULES : Ce qui fait qu'à part ta semaine de convalo...

JEAN-MARIE : Je n'ai rien eu.

MÉLO : Tu as passé tout ton temps avec trente gars.

JULES : Et alors, trente mecs ensemble dans cette ambiance de guerre ?

JEAN-MARIE : L'ambiance c'était un grand ennui au quotidien. On n'avait vraiment rien du tout. On jouait aux cartes en racontant des conneries, on feuilletait des revues pornos...

JULES : Ça arrivait, ça !

JEAN-MARIE : Ah oui, ça arrivait très bien ! Elles circulaient abondamment. On tuait le temps en se bagarrant entre nous. Et surtout on se reposait, car entre deux opérations on avait besoin de récupérer. Quand on partait sur le terrain, des fois c'était trois quatre jours avec le barda, c'est-à-dire un sac à dos qui pesait vingt à vingt-cinq kilos. En plein cagnard, en plein désert, ce n'était pas rien. C'était une vie d'hommes entre hommes. Il y a eu effectivement des actes sexuels quelques fois contrains. Mais pas dans ma compagnie. Je ne les ai pas vus.

JULES : Pas de viols de soldats entre eux.

JEAN-MARIE : Pas dans ma compagnie. Mais il y en a eu, c'est certain, il y a eu des témoignages là-dessus.

JULES : Il y avait un sentiment de condescendance envers le reste de la troupe ?

JEAN-MARIE : Oui. Il y avait un très fort sentiment d'appartenance à une élite. L'uniforme nous distinguait des troupions ordinaires puisqu'on avait droit à un béret noir, à une veste en treillis bariolée, de belles chaussures confortables – on avait pas les grosses pompes qu'avait le reste de la troupe ou les

pataugas. On avait des armes en très bon état, et ça c'était important. J'ai vu des bataillons dont les armes ne marchaient pratiquement pas. Ou des armes qui dataient de 14-18. Nous on avait des armes modernes.

MATHIEU : Et d'ailleurs qui les fournissait ?

JEAN-MARIE : C'était le commandement général. Je ne sais pas qui. Deux armes avaient un grand succès : le pistolet mitrailleur, pour une raison toute simple : c'était l'arme la plus légère et la moins encombrante ; et puis surtout le fusil de chasse qui était très performant et efficace. On était bien équipés.

MATHIEU : Donc les PM des armes françaises et les fusils des armes américaines.

JEAN-MARIE : Oui, beaucoup. On avait aussi chacun une dizaine de grenades autour du ventre. Et certains – mais ça c'était la frime – avaient aussi des couteaux de commando.

JULES : Ils ont pas dû avoir l'occasion de les utiliser.

JEAN-MARIE : Non. Mais ça faisait peur. Quand on a fait des villages, certains montraient leurs couteaux de commandos et menaçaient les femmes et les enfants avec.

JULES : À ce propos, vous faisiez des ratissages, il y avait des accrochages et vous faisiez des prisonniers.

JEAN-MARIE : On ne faisait pas de prisonniers. On emmenait des gens.

JULES : D'accord, on n'était pas en guerre donc il n'y avait pas de prisonniers de guerre.

JEAN-MARIE : Deuxièmement, ce sont les gendarmes qui ont le droit d'avoir des prisonniers, et pas l'armée.

JULES : Donc vous les remettez à la gendarmerie.

JEAN-MARIE : Théoriquement, oui, il fallait les remettre à la gendarmerie qui était débordée, et qui n'existait pas dans le bled où on était. Donc en fait l'armée fermait les yeux. Et il y a eu des textes écrits, entre autres de François Mitterand, où on précisait clairement qu'il fallait obtenir des renseignements par tous les moyens. On se gardait bien d'utiliser le mot « torture », on disait qu'il fallait obtenir les renseignements le plus rapidement possible et par tous les moyens. Et débrouillez-vous.

On avait un capitaine et un officier, et l'officier était formé aux techniques d'interrogatoire, les DOP (Dispositifs opérationnels de protection). C'était un appelé, un jeune officier, et il était sadique, il ne faut pas avoir peur des mots. Il prenait un grand plaisir. Il s'était entouré de deux appelés de deuxième classe qui eux aussi aimaient bien torturer, parce qu'il faut le dire. Il y a des gens qui aiment torturer, qui prennent un vrai plaisir à ça. Et donc ces trois-là se chargeaient de l'interrogatoire des gens qu'on récupérait. Par tous les moyens, mais les moyens du bord. Ce n'était pas sophistiqué. C'était la baignoire, c'est-à-dire la tête dans l'eau jusqu'à ce que tu parles ; c'était la gégène, l'électricité partout sur le corps ; et c'était le supplice chinois, des gouttes d'eau qui te tombaient régulièrement entre les deux yeux pendant des heures, et qui au bout d'un moment te rendaient complètement fou.

Après les interrogatoires, ou on considérait qu'ils avaient des faits à se reprocher et on devait les remettre aux autorités – les gendarmes –, ou on considérait qu'il n'y avait pas de faits particuliers alors il fallait les relâcher. Et ce sont les fameuses « corvées de bois ». On les emmenait en camion. On se mettait dans un endroit où il y avait de l'espace, et on les faisait sortir en leur disant « foutez le camp ». On leur tirait dessus. On les abattait. Ça c'est quelque chose qui était aussi ignoble que la torture.

MÉLO : Qu'est-ce que vous faisiez des cadavres ?

JEAN-MARIE : On les enterrait sur place n'importe comment. Quelques fois, pour montrer qu'on était les meilleurs, on les ramassait et on allait les exposer dans un village, sur la place.

JULES : Ce qui fait que ça créait un fossé pas possible avec la population.

MATHIEU : Ça fait partie des techniques de terreur.

JULES : Au quotidien... la trouille...

JEAN-MARIE : La trouille c'était quotidien. Moi je suis un homme de peur depuis la guerre d'Algérie. Avant, je pense pas que j'étais peureux. J'étais alpiniste de haut niveau, et je pense pas que j'étais un homme peureux. Mais même aujourd'hui je suis un homme de peur. Par exemple, quand je vais au théâtre, au cinéma, ou dans un lieu clôt, je me débrouille toujours pour être près d'une allée pour pouvoir me barrer. Quand je marche dans la rue, souvent il m'arrive – cinquante ans après – de me retourner : j'ai l'impression qu'on me suit, qu'on va m'égorger. Les premiers mois à mon retour d'Algérie, ma compagne m'a retrouvé plusieurs fois couché en chien de fusil sous le lit. La peur était vraiment la chose la plus atroce, et tout le monde avait peur, même ceux qui jouent les caïds, ça je peux en témoigner. On avait tous la peur au ventre, surtout quand on devait monter la garde la nuit.

JULES : Et vous en parliez entre vous de cette peur ?

JEAN-MARIE : Oui, bien sûr. D'ailleurs, l'un des gags, quand l'un des gars nettoyait avec le peu d'eau qu'on avait son pantalon, c'était « ah t'as encore chié dans ton froc ! ».

MATHIEU : Est-ce que tu as vu des types arriver convaincus de défendre la France et la civilisation coloniale et changer d'avis ?

JEAN-MARIE : Pratiquement la totalité des copains pensait que la France faisait un travail remarquable de civilisation, pour le dire en deux mots. Ça c'est clair et net et là-dessus on était bien formatés. Quand on discutait entre nous et qu'on avait des accrochages sérieux où on a perdu des copains, où on a eu des ratonnades dans certains villages voire des viols, il y avait des copains qui commençaient à dire qu'on ne se conduisait pas toujours très bien, qu'on exagérait un peu, etc. Mais dans l'ensemble – c'est vrai que c'était un commando, donc un peu particulier – pour nous l'Algérie c'était la France, il n'y avait pas à discuter là-dessus.

MÉLO : Toi tu disais, par exemple, en partant tu étais proche FLN et sur place tu en étais

presque à regretter d'avoir aidé le FLN. Est-ce qu'il a fallu pour chacun d'entre vous attendre de rentrer pour émettre un doute sur le bien fondé de cette guerre ?

JEAN-MARIE : C'est une bonne question. J'habite un petit village où je fais pas mal de choses, il m'arrive de discuter avec des anciens combattants qui sont très fiers d'avoir fait la guerre d'Algérie, encore aujourd'hui.

Il y en a qui ont encore des « trophées » comme ils disent : des couilles ou des oreilles de fellaghas dans un bocal avec du formol. Il y en a qui se triment avec leurs médailles – moi j'ai eu droit à quatre médailles quand même... (rires) Et je suis ancien combattant, j'ai une carte d'ancien combattant. D'ailleurs je donne ma pension d'ancien combattant à Générations Spontanées (*association toulousaine contre l'islamophobie - ndlr*).

Il y en a qui sont encore fiers d'avoir combattu en Algérie, et qui pensent que c'est un bon boulot qui a été fait. Ils trouvent par exemple que les soldats qui sont en Afghanistan et qui font le même sale boulot que nous on a fait en Algérie, ce sont des mecs biens. Et qui pleurent à chaque fois qu'un militaire français tombe dans une embuscade.

Moi, puisque j'étais libertaire, et que je savais quand même pourquoi le peuple se battait, j'étais bien sûr contre l'armée française. Mais en même temps, les copains, l'isolement, les atrocités vues et vécues – j'ai quand même, une fois, en montant la garde dans un petit oasis (on descendait loin des copains et on passait la nuit près des palmiers), retrouvé un copain égorgé les couilles dans la bouche.

Ça te transforme quand même, quelque part. Tu deviens fou, tu deviens schizophrène. Tu deviens violent à ton tour, on n'y échappe pas. Quand on est dans un climat collectif de violence, on devient tortionnaire soi-même. Quand on est mêlé à ce genre de situations, on ne peut pas y échapper. Ou alors on se fout une balle dans la tête. Hanna Arendt a écrit des choses remarquables à ce sujet.

Jules : Ce qui a dû arriver à quelques uns aussi. Et par rapport aux « grands événements » de cette guerre... Toi tu y es dans une période entre 58 et 61, donc en plein dans le putsch d'Alger début 60, quand quatre généraux décident de reprendre l'affaire en main. Vos troupes, qui étaient des troupes d'élite, comment se sont-elles comportées à ce moment-là ?

JEAN-MARIE : Là où j'étais, il n'y a rien eu, c'était le silence complet. On a su par le radio qu'il se passait des choses, on a su que la compagnie devait se tenir prête à se replier, et donc en état d'alerte, c'est-à-dire tout le barda prêt, dormir habillé. Mais il n'y a jamais eu de suite.

JULES : C'est-à-dire que tout ça vous est passé au-dessus de la tête.

JEAN-MARIE : Complètement. La seule chose qu'on ait eue, c'est un communiqué officiel (je ne sais pas s'il était du Général de Gaulle ou de quelqu'un d'autre) à toute l'armée française de rester fidèle à la France et de ne pas suivre le putsch.

JULES : Ils ont employé le mot ?

JEAN-MARIE : Oui, c'était le mot employé, putschiste.

MÉLO : Mais j'imagine que c'était décalé

avec les événements.

JEAN-MARIE : Oui. Et ça a échoué. Heureusement, parce que ça aurait été catastrophique. Je pense que même dans les militaires de carrière, dans les commandos, dans les troupes de choc, très peu étaient prêts à prendre les armes contre le Général de Gaulle qui avait une aura extraordinaire. Même dans les parachutistes, les légionnaires, il y en a qui ont refusé d'obéir aux putschistes.

MATHIEU : *Il y a aussi beaucoup d'unités, notamment dans l'est, qui ont suivi les Salan, etc.*

JEAN-MARIE : Et puis il y a eu surtout les appelés, car l'essentiel des soldats sur place étaient des gens comme moi, des appelés.

Alors, vite fait, je vais dire deux choses. On était encore des gamins. On avait à peine vingt ans. Aujourd'hui on considérerait qu'on est encore des bébés.

Deuxièmement, on avait pas le droit de voter, mais on avait le droit de tuer.

MATHIEU : *Et de mourir.*

JEAN-MARIE : Et de mourir. Pour la France. Ça c'est quand même assez paradoxal.

MÉLO : *On a fait de vous pendant toutes ces années de la chaire à combat, des petits mecs virils prêts à tout pour leur patrie. Et après ça, il fallait pouvoir rentrer.*

JEAN-MARIE : Il y a eu près de trois millions d'appelés et de rappelés, ce n'est pas rien, trois millions de Français qui ont vécu à un moment ou à un autre la guerre d'Algérie. Il y a eu je ne sais combien de morts du côté de l'armée française et de blessés, mais c'est rien à côté de ce qu'a vécu le peuple algérien. On sait même pas combien aujourd'hui...

MATHIEU : *Le FLN dit un million, les historiens 600 000.*

JEAN-MARIE : C'est énorme ! Sur une population de moins de dix millions, il faut situer.

Je travaille là-dessus avec deux copains psychiatres, les dégâts non-visibles sur le moment. Maintenant on connaît très bien les traumatismes post-guerriers. À l'époque, c'était totalement inconnu en France. On rentrait et on reprenait la vie comme si de rien n'était.

Le nombre de copains, dont moi-même (j'ai quand même fait six mois d'hôpital psychiatrique et cure de sommeil), qui sont allés en HP ; le nombre de copains qui sont devenus violents dans leur propre famille. Il y a eu plusieurs procès d'anciens d'Algérie qui ont battu voire tué leur femme, leurs enfants. Une violence absolument extraordinaire. Et moi aussi j'ai par moment des pulsions violentes. Je peux le reconnaître. C'est terrifiant les traces que ça a laissé, et une blessure qui ne se referme jamais. J'en parle des fois avec d'autres qui ont fait la guerre d'Algérie et comme pour moi, les traces ne peuvent plus disparaître.

Quand je vois à la télé ce qu'il se passe en Afghanistan ou ailleurs, il faut que j'éteigne la télé, je ne peux pas supporter. Quand je vais au cinéma et qu'il y a des passages de guerre, je me barre aussi. Et là, mardi ils ont passé un film sur la guerre d'Algérie (*Nuits intimes*), j'ai pleuré. Et je n'ai pas pu le regarder. Cinquante ans après. Et je peux dire, le peu que j'ai vu, c'était moi. Vraiment.

JULES : *J'ai une question con. Peut-être est-elle très con. On a vingt ans, on vit au coude à coude avec des gars qu'on n'a pas choisis pendant tout ce temps, est-ce qu'il n'y a pas une certaine « nostalgie » (je le dis avec toutes les pincettes et les guillemets possibles), est-ce qu'il n'y a pas des relations qui sont restées entre ces gars ?*

JEAN-MARIE : En ce qui me concerne, non. Pour certains, oui. D'abord, il y a les fédérations d'anciens combattants qui se retrouvent, qui sont très puissantes, il ne faut pas l'oublier. Il y en a deux. Une qui est plus proche du Parti Communiste, la FACA, et l'autre. Mais elles ne réunissent que ceux qui sont dans l'esprit ancien combattant, comme on est ancien pêcheur, etc. (*rires*) C'est pour chanter ensemble et se bourrer la gueule. C'est dommage qu'on ait pas passé des disques des chansons qu'on avait là-bas.

Mon témoignage est pour moi très douloureux mais il me paraît en même temps indispensable pour les jeunes, pour leur dire que tout le monde peut être un monstre ordinaire. Que personne n'est à l'abri. Et ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas connu, eux, la guerre directement, qu'ils sont à l'abri de se retrouver dans une situation où ils peuvent être à leur tour tortionnaires. Il faut vraiment être vigilant et attentif à ce qui fait que l'autre n'est pas un être humain mais un sous-homme. Nous, si on a pu tuer, c'est qu'on nous avait présenté les fellaghas comme n'étant pas des êtres humains.

Et ce qu'il se passe actuellement dans le monde, c'est plein de guerres d'Algérie. Toutes les guerres modernes, c'est la guerre d'Algérie. On est jamais assez vigilants, même quand on se croit en sécurité dans une société occidentale dite évoluée. On n'est pas à l'abri de devenir dans cinq ans, dix ans des tortionnaires.

MATHIEU : *Parce que ce sont ces sociétés occidentales soit-disant évoluées qui les ont inventées, ces techniques de terreur.*

JEAN-MARIE : Puisqu'on a beaucoup de titres de gloire en France, au XVIII^e c'était plus la littérature, au XX^e on peut dire que c'est les commandos de choc et les militaires de haut rang de l'armée française qui ont formé à peu près tous les tortionnaires de la terre. •

« LA BUREAUCRATIE.

Sixto Martinez fit son service militaire à Séville. Au milieu de la cour de la caserne, il y avait un banc. Et, à côté du banc, un soldat montait la garde.

Personne ne savait pourquoi on montait la garde à côté de ce banc. On la montait parce qu'on la montait, nuit et jour, toutes les nuits et tous les jours ; de génération en génération, les officiers se transmettaient l'ordre, et les soldats obéissaient. Personne jamais n'émit le moindre doute, personne ne posa de question. Cela se faisait, cela s'était toujours fait, c'était donc pour quelque chose.

Un jour pourtant, je ne sais quel général ou colonel voulut connaître l'ordre original. Il fallut fouiller les archives de fond en comble. Et après de longues recherches, on sut. Trente et un ans, deux mois et quatre jours auparavant, on avait envoyé un soldat monter la garde devant le banc qui venait d'être repeint, pour que personne ne vienne s'asseoir sur la peinture fraîche. »

*Eduardo Galeano,
Le Livre des Étreintes*